

DECLARATION COMMUNE

Marseille, le 28 septembre 2005

Les organisations syndicales départementales des Bouches du Rhône de la **CGT, de FO, de la CFDT, de la CFTC, de la FSU, de l'UNSA, et de Solidaires 13** ont fait le point sur la décision du gouvernement de privatiser entièrement la SNCM.

Les organisations signataires considèrent que tant sur la forme que sur le fond, le gouvernement porte l'entière responsabilité du conflit existant.

En effet, dès le début le gouvernement a menti aux organisations syndicales en indiquant qu'il étudiait toutes les propositions.

Dès le début, le gouvernement a favorisé le choix d'un repreneur financier privé pour la reprise de la SNCM, avec pour conséquence plusieurs centaines (au moins 400) de suppressions d'emplois.

Dès le début, le gouvernement a favorisé la concurrence déloyale de la Corsica Ferries, afin de mettre en difficulté le service public de continuité territoriale.

Et aujourd'hui, il brade l'entreprise pour 35 millions d'euros à un fonds d'investissement privé, mais pour ce faire, l'Etat - avec l'argent des contribuables - débourse 115 M d'euros pour permettre au repreneur d'éponger les dettes !

Au-delà du cas de la SNCM, les organisations signataires estiment que c'est toute la conception du service public qui est remise en cause.

C'est la cohésion nationale qui est attaquée, avec la privatisation des autoroutes ;
C'est la cohésion sociale qui est laminée avec la privatisation de ses systèmes de santé, de protection sociale, d'enseignement, de l'énergie, de l'eau, Poste ...

Aujourd'hui, des salariés relèvent la tête et ont décidé de se battre contre les conséquences d'un libéralisme exacerbé.

Les Unions départementales des Bouches du Rhône s'élèvent contre toutes tentatives d'intimidations et de sanctions qui pourraient être prises pour tenter d'amoindrir la lutte que mènent les salariés de la SNCM.

Au-delà des approches différentes, voire complémentaires, des propositions respectives des organisations syndicales, ces dernières soutiennent l'ensemble des agents des entreprises publiques, dont ceux de la SNCM, qui ne luttent pas seulement pour leurs statuts, mais pour des missions de service public qui prennent en compte les besoins des usagers, des populations et du développement économique durable.

Marseille, le 28 septembre 2005

ERROR: syntaxerror
OFFENDING COMMAND: --nostringval--

STACK:

```
(DECLARATION COMMUNE sncm ud CGT FO CFDT CFTC FSU UNSA SOLIDAIRE )  
/Title  
( )  
/Subject  
(D:20050928163603)  
/ModDate  
( )  
/Keywords  
(PDFCreator Version 0.8.0)  
/Creator  
(D:20050928163603)  
/CreationDate  
(micro)  
/Author  
-mark-
```